

L'INDICATEUR

41

Juin 2015

Tableau de bord de conjoncture

N° 70

Désormais, la conjoncture fait l'objet d'un suivi en continu sur www.pilote41.fr. Les graphiques sont mis à jour dès qu'une nouvelle donnée est disponible. Une analyse par grand thème et une synthèse sont publiées régulièrement. Ce sont ces textes qui sont regroupés ici afin d'en conserver la mémoire.

PAS DE REPRISE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DÉPARTEMENTALE AU 1^{ER} TRIMESTRE

Alors que l'INSEE fait état d'une croissance plus forte que prévu du PIB national au 1^{er} trimestre, **l'activité économique paraît au contraire marquer de nouveau le pas en Loir-et-Cher**. Plusieurs indicateurs en attestent. Ainsi, les **chiffres d'affaires** des entreprises sont à un **niveau inférieur** à celui du début 2014, les **investissements** s'inscrivant pour leur part en **recul très prononcé**. On relève en revanche un léger mieux pour la mise en chantier de locaux destinés aux activités, dans des volumes toujours faibles cependant.

Le manque de tonus de l'économie transparaît également au travers de la **baisse des importations**, qui se renforce, et en particulier pour le poste machines et équipements directement lié à l'investissement. Les **exportations** (hors matériel militaire) poursuivent en revanche leur **redressement**. Au chapitre des points positifs, on peut également souligner que la **création d'entreprises** s'est très nettement **reprise** et que les embauches en intérim sont un peu plus nombreuses.

Pourtant, le marché du travail montre toujours des signes plutôt alarmants. **L'emploi salarié** a de nouveau reculé au dernier trimestre 2014, entraînant pour l'ensemble de l'année une **perte de près de 700 postes**. Les évolutions sont très contrastées selon les activités : **recul très sévère pour la construction**, qui a perdu plus de 6 % de ses effectifs en un an ; reflux plus limité dans l'industrie et le commerce. A contrario, les **services** font preuve d'un **sursaut salubre** (+ 480) qui compense en partie les destructions d'emplois des autres secteurs. De nouvelles contractions sont à craindre, si l'on en juge par les offres d'emploi et les déclarations d'embauche qui s'inscrivent en baisse au 1^{er} trimestre.

Pour bon nombre de petites entreprises de la construction de notre département, la légère amélioration des **mises en chantier de logements** ne constitue pas nécessairement une bonne nouvelle dans la mesure où elle ne concerne que l'habitat collectif, qui est plus souvent dévolu à de grosses structures. De son côté, la construction de maisons individuelles se retrouve à un niveau historiquement bas.

Rompant avec la tendance des trimestres précédents, le rythme annuel de croissance du **chômage est reparti à la hausse** ; il demeure un peu inférieur néanmoins à celui enregistré dans la région et en France. Parallèlement l'écart d'évolution entre les demandeurs n'ayant jamais travaillé (catégorie A) et ceux ayant eu une activité brève (catégories B et C) se creuse de nouveau au détriment de ces derniers, signe d'une multiplication des contrats courts (y compris missions d'intérim). Témoigne également de cette situation la forte augmentation du nombre de **bénéficiaires du RSA** percevant l'allocation activité seule. La **précarité** gagne encore un peu de terrain en Loir-et-Cher, le nombre de dossiers de surendettement affichant une hausse qui n'est pas constatée en Centre – Val de Loire ni dans le pays.

publié le 10/06/2015

Entreprises et activité économique

Nouveau tassement de l'activité au 1^{er} trimestre

Au 1^{er} trimestre 2015, le **Produit Intérieur Brut** (PIB) de la France a effectué un **bond inattendu de 0,6 %**. Ce sursaut est dû pour l'essentiel à la consommation des ménages, les entreprises faisant toujours preuve d'un grand attentisme dans leurs investissements. **L'économie départementale** ne semble pas encore avoir bénéficié de cette dynamique, si l'on en juge par le montant global des **chiffres d'affaires** des entreprises qui s'affiche en **repli de 3 %** par rapport au 1^{er} trimestre 2014. Pour l'ensemble de la région, la baisse est encore plus marquée : - 5 %. Les **données cumulées sur 4 trimestres** sont redevenues en conséquence **négatives** : - 1,6 % pour le Loir-et-Cher, - 3,6 % pour le Centre – Val de Loire.

Cette contraction de l'activité n'est sans doute pas sans lien avec un **volume d'investissements en fort recul** : - 13,1 % par rapport au début de l'année 2014 ; cette évolution est très voisine de celle de la région (- 15,4 %). Les évolutions sont également très négatives pour le **cumul sur 4 trimestres**, - 13,7 % pour le Loir-et-Cher comme pour le Centre – Val de Loire (France : - 2,1 %).

Les superficies de **nouvelles surfaces destinées aux activités** s'inscrivent toutefois **en hausse** pour le deuxième trimestre consécutif ; elles sont néanmoins toujours à un niveau faible. En ce début d'année, elles atteignent un total de 30 882 m², **supérieur de 31,3 %** à celui de l'hiver 2014 (+ 20 % en région, mais baisse de 13 % en France). Ce résultat est tiré par le commerce, l'industrie, la logistique et les bâtiments publics (enseignement et santé plus spécialement). Le cumul sur 4 trimestres est toutefois toujours **sensiblement inférieur** au précédent : - 23 % ; le repli est aussi soutenu dans le Centre – Val de Loire mais plus modéré dans l'ensemble du pays (- 13 %). Il atteint en Loir-et-Cher la plupart des branches d'activités. Les nouvelles **autorisations** délivrées au cours du trimestre ne portent pas à l'optimisme, s'inscrivant nettement en-dessous de celles du 1^{er} trimestre 2014.

Pour le **commerce extérieur de marchandises** du Loir-et-Cher (hors matériel militaire) la tendance des trimestres précédents se conforte : fort recul des **importations** (- 12,4 % par rapport à l'hiver 2014) ; cette évolution tranche avec celles constatées en France (+ 0,4 %) et surtout en région Centre – Val de Loire (+ 7,5 %). La **progression** des **exportations** est faible (+ 1,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014), mais régulière depuis plusieurs mois. Elle n'est d'ailleurs pas très éloignée des évolutions régionale et nationale (respectivement + 2,3 % et + 3,6 %). Les **données cumulées sur 4 trimestres** sont à l'image des résultats de cet hiver : **recul de plus en plus prononcé des importations** (- 10,5 %) et **croissance modérée des**

exportations (+ 2,1 %). Ces évolutions sont assez éloignées de celles observées dans la région (- 1,8 % et - 2,6 %) et le pays (- 0,7 % et + 1,1 %). Parmi les branches générant les plus importants flux d'importations, on constate des baisses substantielles pour les machines et équipements d'usage général, l'industrie pharmaceutique, celle du cuir et celle de la fabrication d'instruments de mesure. Cette dernière a vu en revanche ses exportations croître de façon considérable, de même que pour l'outillage et la transformation de fruits et légumes. Des replis sensibles affectent au contraire la fabrication de produits d'entretien-parfumerie et la fabrication d'équipements électriques. Au 31 mars, le **taux de couverture** global s'établit à 84,7 % pour le Loir-et-Cher ; malgré une légère augmentation, il est toujours inférieur à celui de la région (88,0 %) et de la France (95,5 %).

Le **recours à l'intérim** continue de montrer un **léger redressement** : + 3,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014. En **cumul annualisé**, le total s'inscrit également en progression modérée : + 4,6 %.

La **création d'entreprises** au Registre du Commerce et des Sociétés (CCI) a **opéré un rétablissement spectaculaire** : **près de deux fois plus** qu'au 1^{er} trimestre 2014. Les **données cumulées** sur 12 mois en portent naturellement la trace, avec un gain de près de 60 unités sur le cumul antérieur. Selon les données définitives (2^{ème} trimestre 2014) le nombre des **radiations** serait **un peu inférieur** à celui du 2^{ème} trimestre 2013 et en **cumul**, le recul serait de l'ordre de 90 unités. Au 1^{er} trimestre, la Banque de France a collationné près d'**une centaine de défaillances** d'entreprises, soit une trentaine de plus que durant l'hiver 2014. Le **cumul annualisé** du Loir-et-Cher s'affiche en légère baisse (- 3,1 %), contre - 4,1 % dans la région (- 8 %) et + 0,6 % en France. La part des **cotisations restant dues** à l'URSSAF à l'échéance montrent une légère dégradation de la santé financière des entreprises : elle apparaît en effet en hausse à 1,97 % contre 1,75 % un an auparavant.

Le **chômage partiel** a **été peu utilisé** en ce début d'année, avec environ **8 850 heures** consommées (données provisoires). Le **cumul** est en très net retrait (- 47 %).

Le montant des **crédits de trésorerie** accordés aux entreprises au cours du 1^{er} trimestre est **équivalent** à celui de l'hiver 2014 ; le cumul annualisé est en recul de 3,2 %. De leur côté, les **crédits d'équipement** sont en **légère augmentation** (1,1 % pour le trimestre et 2,7 % pour le cumul).

Emploi et Marché du travail

Encore des pertes d'emploi au 4ème trimestre 2014 malgré un rebond dans les services

Selon les données provisoires de l'URSSAF, le Loir-et-Cher aurait **perdu 160 postes** de travail salarié au cours des trois derniers mois de 2014 (correction faite des variations saisonnières). En revanche, **les pertes du 3ème trimestre ont été revues à la baisse** (- 460, contre - 530 initialement annoncé).

La **construction** est une nouvelle fois **très impactée** (- 150 emplois), l'industrie perd 60 postes et l'intérim affiche un recul de 30 postes. En revanche, **les autres secteurs ont créé des emplois nets**, en particulier les services (hors HCR) : + 80 postes. Rappelons néanmoins que ces données sont provisoires.

Pour l'ensemble de l'année **2014**, les **pertes** s'établiraient au final à **680 emplois** en Loir-et-Cher, soit - 0,9 %. Grâce au sursaut de début d'année, le repli est plus modéré qu'en 2013 (- 1 200). La **construction** connaît une période particulièrement noire ; en un an, elle a **perdu 6,2 %** de ses effectifs (440 salariés). L'industrie a subi de nouvelles destructions presque aussi importantes en volume (- 400), mais moins en valeur relative (- 1,9 %). Le **com-**

merce est lui aussi **atteint** (- 200 postes, - 1,7 %). Les effectifs en intérim s'inscrivent en repli de 3,1 % (- 110), ceux de l'hôtellerie-restauration sont quasiment à l'équilibre. Dans ce contexte, **les emplois créés par les autres services** représentent une véritable bouffée d'oxygène : **+ 480** (+ 1,6 %). Globalement, l'évolution départementale est légèrement en retrait de celle de la région Centre-Val de Loire (- 1,1 %), mais plus accentuée qu'en France (- 0,2 %).

En 2014, **la zone d'emploi de Vendôme a gagné des emplois** : + 0,9 %, en particulier dans l'intérim et les services. Le repli est très limité dans celle de Romorantin (- 0,1 %), les pertes de la construction et de l'industrie étant compensées par des gains dans les autres secteurs. Le **Blaisois** reste sur une **tendance négative** (- 1,2 %), en dépit de la reprise dans les services. Les autres secteurs y affichent en effet des déficits souvent importants, en particulier l'intérim, la construction et le commerce.

publié le 10/06/2015

La croissance du chômage s'affermi de nouveau

Au 31 décembre 2014, le **taux de chômage du département** s'établit à 9,1 %, en augmentation de 0,4 point sur un an ; les évolutions sont semblables dans les territoires de référence et en conséquence, l'écart est stable avec les taux régional (9,7 %) et national (10 %). Pour les 3 principales **zones d'emploi** (selon le nouveau découpage), les taux sont de 9 % dans celle de Blois (+ 0,4 point sur un an), 8,6 % dans celle de Vendôme (+ 0,2) et 10,3 % dans celle de Romorantin (+ 0,6 point).

Fin **mars 2015**, le Loir-et-Cher compte **15 477 demandeurs de catégorie A** (n'ayant pas travaillé le mois précédent l'inscription) en données corrigées des variations saisonnières, en hausse de **1,3 %** sur le trimestre. **Le rythme annuel se renforce de nouveau un peu, à + 3,4 %**. Il demeure cependant un peu inférieur à celui de la région et de la France (+ 4,8 % dans les deux cas). Des **disparités** assez nettes se font jour **entre les zones d'emploi** : + 4,4 % pour celle de Blois, + 0,8 % pour celle de Romorantin, mais baisse de 1,7 % pour le Vendômois. **25 421 demandeurs** sont comptabilisés par Pôle emploi pour l'ensemble des **catégories A, B et C** (toujours en données corrigées) dans le département. Ces effectifs croissent toujours plus rapidement que ceux de la seule catégorie A (+ 7,3 %). Ce phénomène tend à prendre de l'ampleur : entre janvier 2013 et mars 2015, le nombre de demandeurs de catégorie A s'est accru de 8,3 %, celui des catégories B et C de 21,5 %. La multiplication des contrats

courts (CDD, intérim), en lien avec une activité en dents de scie et le manque de visibilité des dirigeants, génère des allers-retours plus fréquents sur le marché du travail.

Par rapport aux constats du trimestre précédent, la grande modification concerne les **jeunes** dont le **nombre a augmenté** sur un an de **4,5 %** (baisse auparavant). Cette évolution est plus marquée que dans la région et le pays ; le Romorantinais est plus spécialement concerné (+ 6,4 %). A l'image de l'ensemble, le rythme de croissance du chômage des **seniors** qui avait bien diminué s'élève de nouveau (+ 5,6 %), notamment dans le Blaisois (+ 8,3 %).

Le nombre des **demandeurs inscrits depuis plus d'un an** croît toujours sur un rythme soutenu (+ 10,5 %), même si celui-ci tend à décélérer. Il est très voisin de l'évolution observée dans les territoires de référence.

Les **flux d'entrée** à Pôle emploi sont **sensiblement du même niveau** que ceux du 1er trimestre 2014 dans notre département, de même pour les données cumulées. C'est le cas également dans la région et la France.

On constate en revanche une **diminution** du nombre des **sorties** : **- 4,7 %** par rapport à l'hiver 2014 en Loir-et-Cher (le repli est modeste dans le Centre - Val de Loire et la France). Les données cumulées montrent dans l'ensemble une grande stabilité.

publié le 10/06/2015

Les besoins en main-d'œuvre se sont contractés

Après une fin 2014 plutôt rassurante, les **embauches** (hors intérim) comptabilisées par l'URSSAF s'inscrivent en **baisse de 2,6 %** par rapport au 1er trimestre 2014. Cette moyenne masque des évolutions particulièrement fortes dans la construction (- 26 %) et l'industrie (- 20 %). Le cumul annualisé est du même ordre pour la première nommée, mais en hausse pour la seconde, comme c'est le cas pour les services (baisse dans le commerce) ; au total

les déclarations sont un peu plus nombreuses que sur la période précédente (+ 2 %).

L'évolution des **offres d'emploi** enregistrées par Pôle emploi confirme le mouvement des embauches : **- 3,4 %** par rapport au 1er trimestre 2014, + 4,8 % pour le **cumul annualisé**. Ce dernier est toujours en repli en France (- 2,2 %) et dans le Centre - Val de Loire (- 8 %).

publié le 10/06/2015

Conditions de vie

La construction de logements collectifs toujours dynamique, celle de maisons individuelles est au plus bas

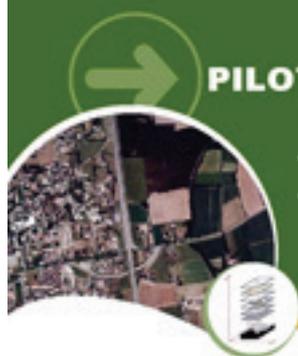
Légère amélioration sur le front de la construction de **nouveaux logements** : **341 unités** ont été mises en chantier durant le 1er trimestre, soit **17 % de plus** qu'à l'hiver 2014. Cette évolution est contraire à celle de la région qui enregistre une baisse de 9 %. Sur la lancée des trimestres précédents, ce **résultat positif repose uniquement sur l'habitat collectif**, qui réalise son plus fort total des 7 dernières années avec 225 unités. A l'inverse, le volume des mises en chantier de maisons individuelles est de loin le plus faible enregistré (116 seulement, soit 45 % de moins qu'au 1er trimestre 2014). Ce résultat est largement inférieur aux autorisations délivrées au cours des mois précédents. **Le cumul annualisé** est à l'image du trimestre : fort repli dans l'individuel (- 40 %), augmentation très soutenue dans le collectif (+ 77 %) ; le total est inférieur de 8 % à celui de la période antérieure.

Le nombre des **bénéficiaires du RSA** continue d'augmenter. Le Loir-et-Cher en compte **9 274 au 31 décembre 2014**, soit **6,8 % de plus qu'un an auparavant**. Au dernier trimestre, la hausse est plus modérée que dans le Centre – Val de Loire et la France ; toutefois le rythme annuel

demeure un peu plus élevé dans le département que dans ces territoires de référence (+ 6,3 % en région et + 5,8 % dans le pays). L'écart est particulièrement marqué pour les bénéficiaires du RSA activité seule : + 15,9 % en Loir-et-Cher contre + 9 à 10 % aux échelons géographiques supérieurs). Cette évolution est sans doute à rapprocher de la forte croissance des chômeurs de catégories B et C pointée dans les commentaires du marché du travail (contrats courts, petits boulots).

Entre le 1er octobre 2014 et le 31 mars 2015, la commission départementale de **surendettement** a examiné **578 nouveaux dossiers**, soit **13 de plus** que durant la période équivalente 2013-2014. Cette évolution montre une dégradation que l'on ne retrouve pas dans la région (- 0,8 %) et la France (- 3,6 %). De même, le **cumul annualisé** suit une tendance **plus défavorable** au département : + 3,4 %, contre + 1 % dans le Centre – Val de Loire et – 0,5 % dans le pays. Il s'agit d'ailleurs du total le plus élevé enregistré en Loir-et-Cher au cours des 10 dernières années (1 149 dossiers).

publié le 10/06/2015



PILOTE41

Retrouvez l'ensemble des éléments ayant trait à la conjoncture (suivi permanent, enquêtes de conjoncture, chiffres-clés actualisés en continu) sur [http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire de la conjoncture](http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire-de-la-conjoncture)

Réalisé avec le concours financier du Conseil Départemental

Directeur de la publication : Maurice LEROY

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 2267-5159